



HAL
open science

Chute libre

Hubert Alcaraz

► **To cite this version:**

| Hubert Alcaraz. Chute libre. 2023, pp.12-13. hal-04133824

HAL Id: hal-04133824

<https://univ-pau.hal.science/hal-04133824v1>

Submitted on 20 Jun 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Chute libre

Trois mois après l'échec de la tentative de coup d'État du président de l'époque, Pedro Castillo, destitué puis remplacé le 7 décembre dernier par celle qui était jusque-là sa vice-président, Dina Boluarte, aucune issue n'apparaît à la crise politique et sociale dramatique et intense que connaît le Pérou.

Un même spectacle se répète, jour après jour. Une présidente qui se refuse à démissionner et demande au Congrès de convoquer des élections anticipées. Des membres du Congrès qui disent vouloir aller aux urnes mais qui rejettent tous les projets de loi fixant une date pour les élections législatives. Des manifestants qui en ont assez des inégalités, de la pauvreté, du racisme et dont près de 60 ont déjà été victimes de la répression policière. Des forces de sécurité peu formées, mal payées, aux conditions de travail épouvantables qui répriment violemment les manifestations. En un mot, le désespoir.

Depuis l'éclatement de l'agitation sociale en décembre 2022, une mobilisation massive des régions vers la capitale au cours des semaines passées et trois mois de violences, deux Pérou se font face. D'un côté, celui de Lima, un Pérou plus blanc, plus riche, éduqué dans les écoles privées, qui forme l'élite économique, politique et sociale. De l'autre, le Pérou de l'intérieur, des régions andines, de la tundra et des peuples originels, le Pérou des pauvres et des marginalisés, qui descend dans la rue depuis un peu plus de huit semaines et qui ne veut pas abandonner tant que les choses ne bougeront pas. Même si personne ne sait plus très bien ce qu'il faut changer pour faire disparaître disparités sociales et régionales, racisme et corruption. Pour commencer, la démission de Dina Boluarte – perçue par l'électorat de Pedro Castillo comme une traîtresse à son égard - et l'organisation d'élections générales. Mais ensuite ?

La crise politique n'a pas débuté avec l'élection de Pedro Castillo, tant la fracture entre les citoyens et les politiques est profonde, certains leaders parvenant parfois à émerger mais sans parvenir à rallier la majorité. Rappelons qu'en 2021, ni Keiko Fujimori, la fille de l'ancien dictateur, ni Pedro Castillo ne sont parvenus au second tour avec plus de 20 % des voix. Et la victoire électorale n'est plus synonyme de gouvernabilité. En quatre ans, le Pérou a connu six présidents. Tous ont fini par se déchirer avec le Congrès, qui a finalement eu le dernier mot. Et tandis que le Pérou pleure ses morts et que la violence embrase encore de nombreuses régions, y compris une partie de Lima, la présidente et le Congrès sont de nouveau engagés dans cette lutte de pouvoir. Le seul accord auquel ils sont, à ce jour, parvenus consiste dans l'organisation d'élections anticipées... en avril 2024. Comment le citoyen peut-il y croire ?

Plus radicalement, comment le citoyen peut-il encore croire ? Plus de 70 % des Péruviens affirment ne pas savoir pour qui voter. N'attendant plus rien de l'État, la plupart survit sans manifester le moindre intérêt pour la politique ou pour ses concitoyens, alors que les inégalités continuent d'alimenter la colère de la rue. La voie est aujourd'hui sans issue et ni la présidente ni les députés ne paraissent s'en inquiéter. HA

Marges

Le 7 décembre 2022, Pedro Castillo, dit le « président des pauvres », élu majoritairement par les régions rurales du pays, dissout le Congrès qui s'apprête à le destituer.

Le même jour, Pedro Castillo est destitué et Dina Boluarte investie présidente.

Les manifestations, accompagnées souvent de violences, se multiplient.

Décrété au début du mois de décembre 2022, élargi et prolongé, l'état d'urgence reste en vigueur dans sept régions du Pérou.

Au Pérou, aucun des six présidents élus depuis 2016 n'a terminé son mandat. Pendant la même période, quinze premiers ministres se sont succédé et plus de 250 remaniements ministériels ont eu lieu.